

**DECRET N° 2008-768/PRES/PM/MASSN/MEF du 1<sup>er</sup> décembre 2008 portant  
approbation des statuts particuliers du Fonds national de solidarité. JO N°52 DU 25  
DECEMBRE 2008**

**LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** la Constitution ;

**VU** le décret n°2007-349/PRES du 4 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du gouvernement;

**VU** la loi n°010/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition des compétences entre l'Etat et les autres acteurs de développement ;

**VU** la loi n°004-2005/AN du 24 mars 2005 portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement;

**VU** le décret n°2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement;

**VU** le décret n° 2007-059/PRES/PM/MASSN du 6 février 2007 portant organisation du Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale ;

**VU** le décret n° 2008-715/PRES/PM/MEF/MASSN du 17 novembre 2008 portant création du Fonds national de solidarité ;

**Sur** rapport du Ministre de l'action sociale et la solidarité nationale ;

**Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 4 août

2008 ;

## **DECRETE**

**Article 1 :** Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds national de solidarité dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**Article 2 :** Le Ministre de l'action sociale et de la solidarité nationale et le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Ouagadougou, le 1<sup>er</sup> décembre 2008

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Tertius ZONGO**

Le Ministre de l'économie  
et des finances

**Lucien Marie Noël BEMBAMBA**

-

Le Ministre de l'action sociale  
et de la solidarité nationale

**Pascaline TAMINI/BIHOUN**

**STATUTS PARTICULIERS  
DU FONDS NATIONAL  
DE SOLIDARITE (FNS)**

-

**TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1** : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Fonds national de solidarité sont régis par les présents statuts particuliers ainsi que par les dispositions légales et réglementaires en vigueur notamment la loi N°004-2005/AN du 24 mars 2005, portant définition et réglementation des fonds nationaux de financement et le décret N°2005-557/PRES/PM/MFB du 27 octobre 2005 portant statut général des fonds nationaux de financement.

**Article 2** : Le Fonds national de solidarité est doté de la personnalité juridique et de l'autonomie de gestion. Il est assujetti au règlement général sur la comptabilité publique.

**Article 3** : Le Fonds national de solidarité est une structure à caractère social et humanitaire, placée sous la tutelle technique du ministère chargé de l'action sociale et sous la tutelle financière du ministère chargé des finances.

## **TITRE II : MISSION ET ATTRIBUTIONS**

**Article 4** : Le Fonds national de solidarité a pour mission de contribuer à la prise en charge des personnes, des groupes défavorisés et/ou en difficulté ainsi que des victimes de catastrophes naturelles et de crises humanitaires.

**Article 5** : Le Fonds national de solidarité est chargé :

- de mobiliser les ressources provenant des actions de solidarité nationale et internationale ;
- de soutenir les actions d'assistance courante aux personnes et aux groupes défavorisés, marginalisés et en détresse ;
- de soutenir les opérations de secours d'urgence en faveur des victimes de catastrophes naturelles et de crises humanitaires ;
- d'apporter un appui à la réalisation de programmes de réhabilitation consécutifs aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires ;
- d'apporter un appui financier ou matériel à la réalisation de projets et programmes de développement en faveur des groupes de populations défavorisés et/ou en difficulté.

## **TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

**Article 6** : Les organes d'administration et de gestion du Fonds national de solidarité sont :

- le Conseil de gestion (CG) ;
- la Direction.

-

## **CHAPITRE I : LE CONSEIL DE GESTION**

-

**Article 7** : Le Conseil de gestion, organe de décision, assure la haute responsabilité de l'administration du Fonds national de solidarité.

A ce titre, il est obligatoirement saisi de toutes les questions pouvant influencer la marche générale de la structure.

**Article 8** : Le Conseil de gestion est composé de neuf (09) membres représentant l'Etat ainsi qu'il suit:

- un (1) représentant de la Présidence du Faso ;
- deux (2) représentants du ministère chargé de l'action sociale ;
- un (1) représentant du ministère chargé des finances ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'administration territoriale ;
- un (1) représentant du ministère chargé de l'agriculture ;
- un (1) représentant du ministère chargé des affaires étrangères ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la santé ;
- un (1) représentant du ministère chargé de la sécurité sociale.

La présidence du conseil de gestion est assurée par le représentant du ministère chargé des finances et la vice présidence par un des représentants du ministère chargé de l'action sociale.

**Article 9** : Le Président ainsi que les membres du conseil de

gestion sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.

**Article 10** : Le Conseil de gestion peut requérir l'avis de toute personne ou structure qualifiée dont les compétences sont jugées nécessaires.

**Article 11** : Le Conseil de gestion se réunit deux (2) fois l'an en session ordinaire pour approuver d'une part, les états financiers annuels de l'exercice écoulé et d'autre part, pour adopter le budget ainsi que le programme d'activités de l'exercice à venir.

Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres chaque fois que de besoin.

**Article 12** : Le Conseil de gestion ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

**Article 13** : Les membres du Conseil de gestion ne peuvent pas déléguer leur mandat. Cependant, ils peuvent au moyen d'une délégation de pouvoir se faire représenter à une session du conseil par un autre membre régulièrement nommé.

La délégation de pouvoir n'est valable que pour la session pour laquelle elle a été donnée.

Aucun membre ne peut détenir plus d'une délégation de pouvoir à la fois.

**Article 14** : Le Conseil de gestion délibère sur les questions touchant le fonctionnement et la gestion du Fonds

national de solidarité.

A ce titre :

- il examine et approuve les projets de programmes et de rapports d'activités ;
- il examine et adopte les projets de budget, de comptes administratif et de gestion ;
- il prend et donne à bail tout bien meuble et immeuble ;
- il autorise l'acquisition de tout immeuble et droit immobilier ;
- il consent tout gage, nantissement, hypothèque ou autre garantie ;
- il fixe les tarifs généraux de cession de biens et services produits par le Fonds national de solidarité ;
- il accepte ou refuse tout don ou legs ;
- il oriente la Direction sur des pistes de mobilisation des ressources ;
- il examine les projets d'activités génératrices de revenus et d'assistance courante qui lui sont soumis.

**Article 15 :** Le Conseil de gestion peut déléguer ses pouvoirs au Directeur sauf dans les domaines suivants :

- l'examen et l'approbation des projets de programmes et de rapports d'activités ;
- l'examen et l'approbation des projets de budget et de comptes administratifs et de gestion ;
- les acquisitions, les transferts et les aliénations intéressant le patrimoine immobilier du Fonds national de solidarité.

**Article 16 :** Les délibérations du Conseil de gestion sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signées conjointement par le Président du Conseil et

le Secrétaire de séance qui est le Directeur du Fonds national de solidarité.

**Article 17 :** Le Président du Conseil de gestion est tenu d'adresser aux deux (2) ministres de tutelle les documents suivants :

- le programme d'activités ;
- le rapport d'activités ;
- le compte de gestion ;
- le compte administratif.

**Article 18 :** Les membres du Conseil de gestion ont droit à une indemnité de fonction fixée par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

**Article 19 :** Outre l'indemnité de fonction qu'il perçoit en sa qualité de membre du Conseil de gestion, le Président dudit Conseil bénéficie d'une indemnité forfaitaire mensuelle dont le montant est fixé par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

**Article 20 :** Assistent aux réunions du Conseil de gestion en qualité d'observateurs, le Contrôleur financier, un (1) représentant du service de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique, chargé du suivi des Fonds nationaux, deux (2) représentants de la société civile et un (1) représentant des partenaires techniques et financiers. Ils n'ont pas droit de vote mais ont pour rôle d'éclairer et de donner des avis motivés.

**Article 21 :** Il est formellement interdit aux membres du Conseil de gestion d'user de leur position de membre pour influencer, se recommander ou recommander des tiers sous quelque forme que ce soit auprès du Fonds national de solidarité.



## **CHAPITRE II : LA DIRECTION**

**Article 22** : La Direction est l'organe d'exécution du Conseil de gestion du Fonds national de solidarité.

**Article 23** : La Direction du Fonds national de solidarité comprend :

- le service des études et des programmes (SEP) ;
- le service de la mobilisation des ressources et de la communication (SMRC) ;
- le service des affaires administratives et financières (SAAF) ;
- l'Agence comptable (AC) ;
- le Contrôle financier (CF).

**Article 24** : La Direction du Fonds national de solidarité est dirigée par un Directeur nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre chargé de l'action sociale.

**Article 25** : Le Directeur est chargé de la mise en œuvre des décisions et recommandations du Conseil de gestion. Il prend à cet effet toute initiative et décision dans la limite de ses attributions.

- 
- 

A ce titre, il est chargé :

- d'animer et d'assurer la coordination de l'ensemble des services sous son autorité ;

- d'assumer en dernier ressort la responsabilité de la direction technique, administrative et financière ou de toute autre direction de l'établissement qu'il représente dans les actes de la vie civile notamment à l'égard des tiers et des usagers ;
- de pouvoir, sur autorisation du Conseil de gestion, ester en justice ;
- de développer des stratégies d'intervention ;
- de proposer les stratégies et les modalités de financement des projets d'activités génératrices de revenus et d'assistance courante ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources de toute nature auprès des communautés, organismes, institutions et entreprises en vue d'alimenter le Fonds national de solidarité ;
- de concevoir et de mettre en œuvre des stratégies et des plans de communication en vue de susciter des contributions et de faire connaître le Fonds national de solidarité et ses réalisations ;
- de prendre dans les cas d'urgence qui nécessitent un dépassement de ses attributions normales, toute mesure conservatoire nécessaire, à charge pour lui d'en rendre compte au Président du Conseil de gestion dans les plus brefs délais ;
- de préparer les sessions du Conseil de gestion, d'en assurer le secrétariat et d'en exécuter les décisions ;
- de signer les actes concernant la Direction. Il peut donner à cet effet toute délégation nécessaire aux chefs de service sous sa propre responsabilité ;
- de recruter au besoin et de gérer le personnel conformément à la réglementation en vigueur ;
- de nommer et de révoquer à l'exception des chefs de service, tout personnel sous sa responsabilité conformément aux textes en vigueur ;
- de demander la mise à sa disposition ou la reprise du personnel de l'Etat.

**Article 26 :** Le Directeur est ordonnateur du budget du

Fonds national de Solidarité.

## **SECTION I : SERVICE DES ETUDES ET DES PROGRAMMES (SEP)**

**Article 27:** Le service des études et des programmes est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du Ministre chargé de l'action sociale. Il assure la coordination de toutes les actions du service.

A ce titre il est chargé :

- d'élaborer des stratégies d'intervention ;
- d'élaborer les projets de programmes et de rapports d'activités ;
- d'étudier les requêtes d'assistance courante et les projets d'activités génératrices de revenus ;
- de suivre et d'évaluer les interventions ;
- de capitaliser les actions.

## **SECTION II : SERVICE DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET DE LA COMMUNICATION (SMRC)**

**Article 28 :** Le service de la mobilisation des ressources et de la communication

est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du Ministre chargé de l'action sociale. Il assure la coordination de toutes les actions du service.

A ce titre il est chargé :

- d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de mobilisation des ressources de toute nature auprès des communautés, organismes, institutions et entreprises en vue d'alimenter le Fonds national de solidarité ;
- d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies et des plans de communication en vue de susciter des contributions et de faire connaître le Fonds national de solidarité et ses réalisations ;
- de promouvoir le partenariat avec tout acteur pouvant contribuer à la mobilisation des ressources.

### **SECTION III : SERVICE DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES (SAAF)**

**Article 29** : Le service des affaires administratives et financières est dirigé par un chef de service nommé par arrêté du Ministre de l'action sociale. Il assure la coordination de toutes les actions du service.

- 
- A ce titre il est chargé :
- d'élaborer et d'exécuter le budget ;
  - de gérer les opérations des achats liés aux interventions ;
  - d'assurer l'approvisionnement en matières, services et fournitures ;
  - de gérer les stocks de matières et de fournitures ;
  - de gérer le patrimoine ;
  - de gérer les ressources humaines.

### **SECTION IV : L'AGENCE COMPTABLE (AC)**

**Article 30 :** L'Agence comptable est dirigée par un comptable public dénommé Agent comptable. Il est nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé des finances.

Il est chargé :

- d'exécuter la phase comptable des opérations de recettes et de paiement des dépenses ;
- de tenir régulièrement la comptabilité ;
- de conserver les pièces justificatives des recettes et des dépenses ;
- de produire le compte de gestion et de toute autre situation comptable jugée indispensable.

L'Agent comptable participe aux sessions du Conseil de gestion.

## **SECTION V : LE CONTROLE FINANCIER (CF)**

**Article 31 :** Le Contrôle financier est assuré par un Contrôleur financier nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du Ministre chargé des finances.

Il est chargé :

- de contrôler les opérations financières conformément à la réglementation financière ;
- d'émettre des avis techniques sur les voies à suivre pour le respect de la réglementation et du budget ;
- d'établir des rapports critiques pour les Ministres de tutelle et l'ordonnateur du Fonds national de solidarité.

## **TITRE IV : DES RESSOURCES**

**Article 32** : Les ressources du Fonds national de solidarité sont constituées :

- de subventions de l'Etat ;
- de contributions des organismes, des entreprises et des institutions nationales ;
- de contributions des partenaires techniques et financiers et de pays amis ;
- de produits divers résultant des activités relevant de ses attributions ;
- de dons et legs ;
- de contributions volontaires provenant de l'élan ou des actions et d'initiatives de solidarité ;
- de toute autre ressource autorisée par les textes en vigueur.
- 

**Article 33** : Au titre des subventions de l'Etat, des dotations spécifiques sont consacrées aux différents axes d'interventions suivants :

- l'appui aux initiatives des groupes vulnérables et défavorisés en matière de promotion socio-économique ;
- l'assistance courante aux personnes et groupes défavorisés, marginalisés et en détresse ;
- les secours d'urgence aux sinistrés ;
- l'appui à la réalisation de programmes de réhabilitation consécutifs aux catastrophes naturelles et aux crises humanitaires.

**Article 34** : Les disponibilités du Fonds national de solidarité sont déposées dans un compte ouvert au Trésor et le cas échéant, dans des comptes ouverts auprès de banques privées sur autorisation expresse du Ministre chargé des finances.

Toutefois, dans le cadre de l'appui aux initiatives des groupes, un fonds de garantie peut être déposé dans une banque privée, sur la base de protocole, sur autorisation expresse du Ministre chargé des finances.

## **TITRE V : CONTROLE**

**Article 35** : Le Fonds national de solidarité est soumis au contrôle des différents corps de contrôle de l'Etat habilités à cet effet, notamment :

- l'Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat ;
- l'Inspection Générale des Finances ;
- les structures de contrôle du Trésor ;
- l'inspection technique des services du ministère en charge de l'action sociale.

-

## **TITRE VI : PERSONNEL DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE**

**Article 36** : Le personnel du Fonds national de solidarité comprend :

- 
- les agents contractuels recrutés par le Fonds national de solidarité, gérés selon les dispositions du Code du travail ;
- les agents de l'Etat détachés auprès du Fonds national de solidarité.